

Budget 2026 : à nous d'imposer notre 49.3 par nos grèves et par nos luttes

Alors qu'il avait juré qu'il ne gouvernerait pas à coup de 49.3, Lecornu vient d'y recourir pour faire passer son budget. S'asseoir sur une promesse de plus, pas de quoi émouvoir tout ce petit monde politicien qui a mis toute son énergie dans des marchandages parlementaires. La France a un budget, voilà les marchés financiers, et tous les capitalistes, rassurés. Mais pour les travailleurs et les travailleuses, c'est une déclaration de guerre.

Un budget de casse sociale

C'est le PS lui-même qui a encouragé Lecornu à recourir au 49.3 : quoi de plus commode pour faire passer ce budget impopulaire, sans avoir à le voter ? Le chef de file du PS, Olivier Faure, n'hésite pas à parler des « victoires obtenues ». Quelles seraient ces victoires, qui ont acheté le consentement du PS et permis au gouvernement d'échapper à la censure ? La « prime d'activité », versée par les CAF (donc la Sécurité sociale) à laquelle peuvent postuler les salariés les moins payés augmentera de 50 euros par mois. C'est toujours ça que les patrons n'auront pas à déboursier pour obtenir une main-d'œuvre sous-payée, sans augmenter les salaires. Autre os à ronger, lancé à tous ceux qui prétendent avoir obtenu un « budget de compromis » : 500 emplois supplémentaires pour accompagner les élèves en situation de handicap pour l'Éducation nationale. Mais ces emplois d'accompagnant d'élèves en situation de handicap (AESH) sont eux aussi sous-payés, avec temps partiels imposés, et peinent à recruter. Et on passe sous silence les 4 000 suppressions de postes prévues côté enseignants. Le repas à un euro pour les étudiants veut lui aussi faire oublier la grande misère des Crous, sous-financés pour loger et nourrir les étudiants. De même pour le budget de la Sécurité sociale, notoirement insuffisant alors que les difficultés rencontrées par l'hôpital public mettent des vies en danger, comme pour les ministères de la Justice, de la Recherche et de l'Enseignement supérieur.

Le pactole pour les patrons

Mais pas d'austérité pour les plus riches et les grosses entreprises. La taxe Zucman, pourtant très modérée, a suscité un tir de barrage généralisé. Quant à la taxe sur les plus hauts revenus, créée en 2025, elle

a été un fiasco total, rapportant cinq fois moins que prévu. Pour ces très riches, gagnant plus de 250 000 euros par an pour un célibataire, l'évasion fiscale et autres contournements sont un jeu d'enfant. Le patronat pleure la bouche pleine parce que les 300 plus grosses entreprises devront verser 6,3 milliards de « surtaxe ». Pas cher payé, quand on sait que les entreprises du CAC 40 ont versé plus de 100 milliards d'euros à leurs actionnaires en 2025 ! Ce sont surtout les patrons de l'armement, Dassault et autres Safran ou Thales, qui touchent le jackpot avec 6,7 milliards d'euros de plus qu'en 2025 pour le budget de la Défense.

Ils profitent, mais c'est nous qui produisons tout !

On ne parle plus de ces 211 milliards d'euros d'aides diverses versées aux entreprises par l'État, que ce nouveau budget ne remet pas en question. 211 milliards empochés chaque année au nom de la création d'emploi, alors que les entreprises ne cessent d'en supprimer : 700 licenciements chez Brandt, 2 400 suppressions d'emplois chez le géant de l'informatique Capgemini, des licenciements prévus en masse dans le secteur bancaire, pour ne parler que des annonces les plus récentes. Face à ces attaques incessantes, le monde capitaliste et les politiques à son service craignent la colère de la classe ouvrière. C'est bien pour cela qu'en ce moment même, les députés examinent une proposition de loi pour « suspendre » le droit de grève trente jours par an dans les transports, avec l'intention évidente de généraliser cette limitation de notre droit à nous défendre.

Licenciements, conditions de travail et de vie, bas salaires : nous avons toutes les raisons de rendre coup pour coup.

Le vrai dialogue social peut enfin commencer

Finalement, la tentative du directeur de passer en force n'a pas fonctionné. Trop c'est trop !

Alors tous et toutes en grève à l'appel des syndicats le 5 février.

Une colère salutaire

Nous n'arrivons pas à poser nos heures de déshabillage et la direction nous impose désormais de récupérer nos heures supplémentaires de façon fractionnée. Cela veut dire que beaucoup ne pourront pas l'être et que nous devons en faire cadeau à l'hôpital. Cela est d'autant plus vrai pour les collègues hommes qui sont régulièrement de « bip ».

Ça ne vend pas du rêve

Au conseil de pôle du service A, l'encadrement a déclaré que face à la pénurie d'hommes dans les pavillons d'admission, il serait sans doute nécessaire que ceux actuellement en extra hospitalier reviennent. Si la seule carrière que l'hôpital peut proposer aux hommes est de rester toute leur vie aux admissions, pas étonnant qu'ils s'en aillent.

Prosélytisme mal venu

À la MAS, le travail est difficile au vu de la population accueillie et des effectifs. Mais voilà que notre cadre supérieur fait du zèle, épiant tout ce que l'on fait, surveillant nos déplacements, nos heures, la répartition des tâches. On n'a pas besoin d'un garde-chiourme. Voilà sur quoi l'hôpital pourrait faire des économies.

Courageux mais pas téméraire

Au pôle C, pour faire des blagues sexistes et mettre la main aux fesses des étudiantes, il n'y a pas de problème. Par contre lorsqu'il s'agit de prêter main forte à l'équipe face à un patient agité, il file droit se planquer dans son bureau. Il y a vraiment du ménage à faire.

Il faut un mouvement d'ensemble

Beaucoup d'hôpitaux ont dû mettre en place des plans blancs pour faire face à l'épidémie de grippe. Cela montre l'état des services publics dans le pays. La psychiatrie n'est pas en reste. Il manque aussi des infirmiers, des aides-soignants et des médecins. Quand il s'agit de donner des milliards aux entreprises d'armement, les crédits coulent à flots.

À New York, 15 000 infirmières se sont mises en grève pour dénoncer leurs conditions de travail. Un exemple à suivre.

ICE assassins !

Alex Pretti avait 37 ans. Il était infirmier à Minneapolis et a été assassiné par des agents de l'ICE, la milice recrutée par Trump pour faire la chasse aux migrants et à tous ceux qui ont l'apparence de migrants. Les tueurs ont tiré dix coups de feu sur lui à bout portant alors qu'il les filmait avec son téléphone dans une manifestation. Après Renée Good, cette mère de famille assassinée au volant de sa voiture, et le petit Liam Ramos arrêté sur le chemin de l'école pour piéger son père, ce nouveau crime soulève la colère de la population de Minneapolis et de nombreuses autres villes. Les États-Unis ne comptent pas que des fans de Trump, de Maga et d'Elon Musk – le multimilliardaire qui fait des saluts nazis : des centaines de milliers de personnes descendent dans les rues pour crier « ICE out ». Une grève générale a déjà été organisée à Minneapolis. Vive la lutte de Minneapolis ! Solidarité avec les migrants et les travailleurs des États-Unis !

La police tue à nouveau

El Hacem Diarra est décédé dans la nuit du 14 au 15 janvier après une violente arrestation par la police du 20e arrondissement de Paris. Tabassage, coups de taser, jusqu'à la mort au poste de l'homme de 35 ans. Une affaire qui ressemble à beaucoup trop d'autres où des jeunes hommes issus de l'immigration, de quartiers populaires, sont gravement blessés ou meurent subitement après une intervention policière...

Un nouveau crime raciste à l'actif des forces de répression.

Après Nestlé et Lactalis, au tour de Danone

Après la mort de deux nourrissons et les troubles digestifs de nombreux autres, Lactalis et Nestlé ont procédé ces derniers jours à des rappels de leur lait infantile commercialisé sous différentes marques, en raison d'une possible présence de céréulide, une toxine produite par certaines bactéries et dangereuse pour les tout petits. Aujourd'hui, c'est au tour de Danone de faire de même. Le géant mondial des laboratoires d'analyses, Eurofins, se veut rassurant et affirme que les contrôles de sécurité alimentaire sont particulièrement stricts pour ces produits très sensibles. Mais, à l'évidence, soit ces contrôles ne sont pas aussi stricts qu'on le prétend, soit leur méthode est pleine de trous.

Le titre de Danone a dévissé à la Bourse de Paris après l'annonce du blocage par l'agence alimentaire de Singapour de palettes de lots de lait. Les boursicoteurs se montrent plus sévères que les autorités sanitaires : l'image d'un monde...

